

DÉPARTEMENT
DU HAUT-RHIN



Colmar, le

CONSEIL GÉNÉRAL

SERVICE DES OPERATIONS FONCIERES
ET IMMOBILIERES

Affaire suivie par Sylvie GUTHMANN
☎ 03 89 22 67 48

ARRETE N° 2002 - 007

du 12 JUIN 2002

PORTANT organisation de l'enquête publique relative au déclassement et au reclassement dans le domaine privé départemental, de parcelles sur le territoire de la commune de KINGERSHEIM

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DU HAUT-RHIN

- VU la loi n° 89/413 du 22 juin 1989 relative au Code de la Voirie Routière et notamment l'article L 131-1 portant création de la catégorie de voies dénommées « Routes Départementales » ainsi que les articles R 131-3 à R 131-8 et R 141-4 à R 141-9 ;
- VU le décret n° 89-631 du 4 septembre 1989 portant codification des règles applicables aux routes départementales ;
- VU le décret 93-1133 du 22 septembre 1993 portant modification au titre III du Code de la Voirie Routière ;
- VU l'ordonnance n° 59-115 modifiée le 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;
- VU la loi du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- VU le Code de la Voirie Routière ;
- VU la délibération du Conseil Général en date du 15 mars 2002 autorisant l'ouverture d'une enquête publique en vue du déclassement et du classement dans le domaine privé départemental, de parcelles de terrain situées à l'arrière du futur mur antibruit le long de la R.D. 430 sur le territoire de la commune de KINGERSHEIM ;

- VU la décision préfectorale en date du 31 décembre 2001 portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de Commissaire Enquêteur pour l'année 2002 ;
- VU les plans des lieux indiquant la parcelle de terrain du domaine public à déclasser et à classer dans le domaine privé du Département ;
- SUR proposition du Directeur Général des Services du Département du Haut-Rhin,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Il sera procédé, sur le territoire de la commune de KINGERSHEIM , à une enquête publique tendant au déclassement et au classement dans le domaine privé départemental, de parcelles de terrain situées à l'arrière du futur mur antibruit le long de la R.D. 430 en vue de leurs aliénations aux propriétaires riverains.

L'enquête se déroulera du 3 au 17 juillet 2002 inclus.

ARTICLE 2 :

Est désigné en qualité de Commissaire Enquêteur :

Monsieur Pierre FERRAND, Ingénieur Divisionnaire TPE (DDE) en retraite, demeurant 73 rue de Paris 68260 KINGERSHEIM.

Le Commissaire Enquêteur siègera à la Mairie de KINGERSHEIM, trois jours pendant la durée de l'enquête, soit :

- le jeudi 4 juillet de 11 H à 12 H
- le mercredi 10 juillet de 11 H à 12 H
- le lundi 15 juillet de 11 H à 12 H

où il visera toutes les pièces de l'enquête et recevra les déclarations des intéressés sur le projet de déclassement et de classement.

ARTICLE 3 :

Les pièces du dossier d'enquête publique, ainsi qu'un registre d'enquête côté et paraphé par le Maire, seront déposés à la Mairie de KINGERSHEIM du 3 au 17 juillet 2002 inclusivement, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (sauf les samedis, dimanches et jours fériés) et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au Commissaire Enquêteur.

ARTICLE 4 :

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête publique sera clos et signé par le Maire puis transmis, dans les vingt-quatre heures, avec le dossier d'enquête, au Commissaire Enquêteur qui transmettra l'ensemble, accompagné de ses conclusions au Président du Conseil Général - Direction des Opérations Foncières et Immobilières.

ARTICLE 5 :

Avis du présent arrêté sera affiché aux portes de la Mairie de KINGERSHEIM et publié par tout autre procédé en usage dans cette commune quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au Maire précité et elle est certifiée par lui.

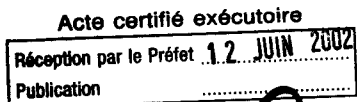
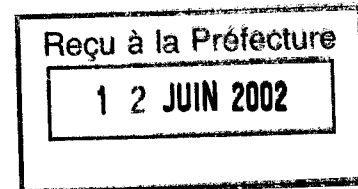
Avis de cet arrêté sera, en outre, inséré en caractères apparents, à la diligence du Département du Haut-Rhin, dans deux journaux publiés dans le Département, huit jours avant l'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président du Conseil Général,
Monsieur le Commissaire Enquêteur,
Monsieur le Maire de la Commune de KINGERSHEIM ,
Monsieur le Directeur Général des Services du Département du Haut-Rhin,

sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le



Pour le Président du Conseil Général
et par délégation



Yves GRASS

LE PRESIDENT,

Pour le Président
du Conseil Général du Haut-Rhin
Le Directeur Général Adjoint

Bernard ROCH